le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA
ISSN 0026-9433
18 AU 24 FÉVRIER 1993
N° 902
10,00 F

LE REJET DU SYSTÈME

LE REJET PAR LES ANARCHISTES du système parlementaire ne date pas d'aujourd'hui. C'est une opposition de principe. Et les militants libertaires n'ont jamais rechigné, par l'affiche, par le tract, par le journal, par la prise de parole, à argumenter leurs prises de position : contre la délégation de pouvoir, pour la démocratie directe. Une littérature abondante peut être consultée à ce sujet. Même des non anarchistes s'y sont mis, comme Robert-Paul Wolf, professeur à l'Université de Columbia (New York) dans son cours *Plaidoyer pour l'anarchisme* (1), cours qui démontre l'incapacité organique du système parlementaire à résoudre le problème des décisions. Mais dénoncer un principe, et en proposer un autre, est-ce bien suffisant ?

Dans leur contestation de la légitimité du système parlementaire, les anarchistes ne se sont pas contentés, ne se contentent pas d'entrechoquer idées et concepts. Ils s'appuient également sur l'analyse des faits. En particulier sur l'observation des mœurs parlementaires. De tous temps ils ont dénoncé les scandales, les turpitudes, la corruption, pensant ainsi étayer leur argumentation par des arguments frappants et sans réplique. Allons-nous faire la même chose aujourd'hui ? La tentation est grande, mais parfois, l'« âme harassée », comme l'écrivait Georges Bernanos, et la plume stérile, le découragement envahit l'esprit. Il faut dire qu'« Ils » font très très fort ! Chaque matin, les gazettes nous apportent leur ration fraîche d'affaires du jour. La tête tourne, l'air s'emplit de senteurs nauséabondes, dans une partie de ping-pong infernale : « Je t'échange un Botton contre deux actions SAGES », etc. Devant un tel étalage de corruption, d'affairisme, de manquement à la parole donnée, de mensonges, de trahisons, d'irresponsabilité, de banditisme de grand chemin, les bras nous en tombent, l'indignation suffoque et la colère devient impuissante... ou dérisoire. C'est trop « beau » pour être vrai. Et ces scandales à répétition sont propres (si l'on ose dire) à nourrir tous les populismes, toutes les démagogies.

Nous laisserons à d'autres le plaisir de faire leurs choux gras de cette fange, mais nous en tirerons au moins la leçon qu'en dix ans de pouvoir, la social-démocratie française a parfaitement intégré les mœurs de la classe politique traditionnelle : conversion à l'économie de marché, collusion avec la démocratie chétienne (Maastricht), gestion de la société capitaliste, abandon de toute politique sociale, remplacée par la charité chrétienne (RMI, Restos du Cœur, pas de logements sociaux, etc.), alignement sur l'impérialisme américain (guerre du Golfe). Certains ont pu longtemps penser qu'il lui restait les « droits de l'homme ». Nous osons croire qu'un certain nombre de faits ont pu ouvrir de nombreux yeux. Citons en vrac : le Rainbow Warrior, les saisies de radios libres, la réhabilitation des généraux de l'OAS, l'expulsion de Naouri, les Maliens de Vincennes. Quel bilan ! Et pourtant des millions de Français, persuadés par ailleurs de la véracité de ce réquisitoire, s'apprêtent à voter en mars 1993 pour les politicards de droite ou pour les politicards de gauche. C'est à désespérer !

Que faire ? Que faire pour les en dissuader ? Peut-être commencer par essayer de voir au-delà de la faillite des hommes, pour se poser la question de la faillite des institutions. Par institutions, nous ne posons pas le problème de la Constitution de la IVème, de la Ve ou de la VIe République, mais celui du système de la délégation de pouvoir. Est-ce que la malfaisance des institutions n'engendre pas la corruption des hommes ? Et il ne s'agit pas seulement du cadre physique. Les mêmes maux sont observables aux Etats-Unis, par exemple. Dans ce pays, depuis 1775, le même système politique est appliqué sans désemparer. Pendant la même période, la France a connu douze régimes politiques différents. Ce n'est donc pas le contenant qui importe, mais le contenu. Ce contenu, c'est tout simplement l'abandon par les citoyens de leur pouvoir de décision entre les mains de professionnels (2). Pour guérir de cette maladie collective, les anarchistes n'ont qu'un seul slogan : « Occupez-vous de vos affaires ! ».

(suite p. 3)

« YOUGOSLAVIE :
LE TERRORISME DES ÉTATS »
Débat public organisé
par la FA
VENDREDI 19 FÉVRIER
20 h 30
Maison des Communications
44, rue Saint-Georges
69005 LYON
Avec
Denis Langlois
(avocat et écrivain),
une déléguée
du Centre anti-guerre
de Sarajevo
et le Secrétaire aux Relations
internationales de la FA.

T 2137 - 902 - 10,00 F

EDITORIAL

La cruche à scandales

Oui, nous l'affirmons haut et fort, tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse ! Ainsi peut-on dire au sujet de la politique de ce pays, ponctuée de scandales financiers de tous ordres. Droite, gauche, centre... nul n'échappe à la gabegie. Chaque semaine, les médias font leurs choux gras des débordements de la classe politique. La magouille atteint toutes les sphères. Maudit pouvoir qui rend l'animal politique escro en diable. Ça ne coûte rien, y' a qu'à se servir ! Allez, allez, par ici la bonne soupe ! Portez haut les fripouilles, citoyens mollissants. Vos maîtres vous attendent au rendez-vous électoral, l'urne à la main en guise de cercueil de vos illusions. Plus que quelques semaines avant le grand caranaval. Les affiches l'annoncent sur les murs des cités. Passionnez-vous pour les maquereaux du Parlement.

La cruche, si elle ne se casse d'elle-même, nous la casserions volontier ; histoire d'en renverser le contenu dévolu au pouvoir.

ISRAËL-PALESTINE

Care and Learning : éducation libertaire et combat pour le respect de l'enfant en territoires palestiniens occupés

JÉNINE, CISJORDANIE. 31 mai 1992. Dernière répétition, préparation de la scène et nettoyage de l'espace pour le public. Avec les enfants, nous ramassons et brûlons les ordures (pas de service de voierie dans les territoires occupés), nous déblayons les pierres et les barbelés. Il s'agit de décorer la scène et d'afficher les dessins des enfants sur les couleurs palestiniennes, noir, vert et rouge. Un groupe d'enfants mène l'opération pendant que les autres déclament, chantent et dansent. Arna Mer-Hamis explique : « *Les enfants ne sont pas de véritables danseurs, mais qu'importe ! Ils expriment leur corps, leurs sentiments, leurs angoisses aussi et leur sens de la responsabilité du groupe. Parmi les filles, certaines n'ont pas conscience de leur corps. Il leur est impossible de reconnaître leur main droite de leur main gauche, mais quand elles dansent, elles s'épanouissent. Soudain, celle qui est le moins considérée danse et s'exprime comme les autres.* »

Notre rencontre avec les enfants est un échange immédiat et spontané. Ce spectacle et sa préparation leur permet de tenir un rôle important, de retrouver une dignité. «*C'est l'aboutissement de leur travail, tous ensemble, et l'expression de leur créativité. Chacun se prépare avec une volonté d'apprendre, d'être conscient et responsable. La chanson des enfants de l'Intifada est un message. Tous les enfants chanteront et avec eux tous les enfants du monde demanderont : pourquoi ne sommes-nous pas libres ? Ce ne sont pas des slogans politiques, nous ne parlerons ni d'État palestinien, ni de paix, mais de liberté, de droits humains, de souffrances réelles et d'histoire. Une histoire interdite.* » Arna, c'est l'énergie du spectacle et aussi de ce projet d'éducation libertaire dans les camps de réfugiés et les villages palestiniens du nord de la Cisjordanie. Avec l'association *Care and Learning*, Arna travaille sur le terrain avec des éducatrices palestiniennes et œuvre pour la défense des enfants dans les territoires occupés. « *Notre école n'est certes pas traditionnelle, c'est un espace où l'enfant s'exprime grâce à des activités culturelles avec des volontaires et des éducatrices. En dépit de nos moyens restreints, nous avons déjà ouvert quatre homes d'enfants. Dans un atelier sont créés des jeux éducatifs après discussions avec les enfants. Souvent femmes ou sœurs de prisonniers, les éducatrices palestiniennes reçoivent un salaire minime. Elles n'ont aucun revenu. Ce travail leur donne le sentiment de faire quelque chose pour la communauté. Nous ne sommes pourtant qu'au début du chemin. Travailler ensemble est une expérience positive, et l'enthousiasme*

« Notre école n'est certes pas traditionnelle, c'est un espace où l'enfant s'exprime grâce à des activités culturelles... »

(suite p. 6)

ANARCHISME & NATIONALISME

Conflits, guerres, nationalisme, religion,

Les différents conflits de ces dernières années et les interventions « humanitaires » qui les ont accompagnés ou succédés ne peuvent en aucune manière nous surprendre. Encore moins la présentation qu'en font les *médias*, écrits, parlés ou télévisuels. Un formidable arsenal idéologique a été mis en place afin de prendre *totalement* en mains les individus, par modèles informatifs, éducatifs et normatifs interposés !

Ce qui découle de ce premier aspect de la question, c'est un très grand désarroi dans lequel se trouvent plongés les individus « insuffisamment informés ».

Manipulés par un discours interventionniste, que celui-ci prenne des allures belliqueuses ou « humanitaires », les lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs assistent impuissants à la mise en œuvre de ce qui représente le discours « *officiel* », leur discours pour aujourd'hui et... demain !

Souvenez-vous de l'Irak !

L'intervention militaire des troupes de Saddam Hussein contre le Koweït, « Etat souverain », cristallisa une opposition politique dans un premier temps, et militaire, très rapidement ; opposition alliant les puissances arabes (alliées aux Occidentaux) et l'ancien bloc de l'Est.

Le fait marquant de cette *guerre* qui ne voulait pas avouer son nom fut que les arguments interventionnistes avancés masquèrent mal l'hypocrisie politico-économique qui sous-tendait le conflit. Le « droit d'ingérence », le nouvel ordre mondial, la liquidation du « nouvel Hitler », le rétablissement dans ses droits du gouvernement « souverain » du Koweït firent oublier pendant un temps la réalité des faits !

Ces idées « éclairées » ne faisaient en vérité qu'asseoir plus encore l'absolutisme étatiste et financier.

Les quelques 200 000 morts irakien (ne)s, les zones protégées au nord et au sud de l'Irak, la question des Kurdes et des chiites, le rétablissement d'un système dit « démocratique » au Koweït, autant de « poudre aux yeux » qui ne fit pas longtemps illusion.

Il est vrai aussi que Saddam Hussein, l'homme des grandes puissances (occidentales et de l'Est confondues) contre l'imam de Téhéran (et sa révolution islamique), s'il fut un moment contesté en 1991 par les gouvernements belligérants, fut tout de même laissé en place, faute de lui trouver un remplaçant de la même trempe. Nous savions déjà tout cela, au moment même où un déluge de fer et de feu s'abattait sur Bagdad, Bassorah.

Pourtant, des pacifistes de la première heure donnèrent peu à peu de la bande. Perméables aux discours des humanitaires « casqués », des « ingérençophiles » et, pour finir, des militaristes, ces pacifistes, donc, se firent apôtres du plus vil militarisme : « qu'il (Saddam) se taise une fois pour toute ! » pensèrent-ils...

La suite a prouvé à ces inconstants, que le complexe militaro-industriel les avait bernés !

L'Etat, forme totalisante de l'autorité, conceptualise l'idée de « pouvoir de l'homme sur l'homme ». Il est la concrétisation dans les faits de l'aliénation et de l'exploitation des individus. Il engendre l'autoritarisme, les hiérarchies qui en découlent et au besoin il les entretient. En définitive, il fomente la guerre économico-sociale à l'intérieur de ses frontières ou la guerre nationaliste (ou expansionniste) à l'extérieur.

Les armées, quelles que soient les appellations dont on les affuble, fondent l'Etat dans sa capacité à déployer la force et à réprimer l'individu, les groupes d'individus à l'intérieur et à l'extérieur.

Il n'y a pas d'Etat sans armée et cette affirmation reste vraie lorsqu'on inverse les termes : *il n'y a pas d'armée sans Etat !*

L'idée d'absence d'Etat ne peut se concevoir qu'avec l'idée d'absence d'armée, aussi bien les forces armées elles-mêmes que le concept d'autorité que représente l'institution militaire.

Les « ingérences » d'aujourd'hui !

Les interventions onusiennes en Somalie et dans l'Ex-Yougoslavie tendent à prendre les mêmes voies que celles empruntées voici deux ans au Moyen-Orient.

En Somalie — Ici des soldats casqués, armés débarquent sous les projecteurs et les caméras de l'actualité pour les chaînes occidentales (CNN étant encore une fois en première ligne), afin de permettre l'acheminement de l'aide alimentaire internationale... Bernard Kouchner a, un temps, hanté les petits écrans, aux heures des repas, afin de culpabiliser les télespectateurs sur le manque de « solidarité ». Devant une assiette de soupe (ou de caviar), il est vrai, ces images cruelles de la mort en directe ne pouvaient qu'émouvoir ! Ainsi, le spectacle était monté. Neutre ce spectacle ? Certainement pas... Les quelques tonnes de riz débarquées en Somalie ont probablement soulagé un peu une population affamée.

Mais les dissensions entre les divers groupes somaliens armés qui se disputent le *pouvoir* continuent bien d'exister. En fait, ne traduisent-elles pas ces dissensions, celles qui chez nous passent par le canal de l'électoralisme ? Et au bout, n'est-ce pas le *pouvoir* qui est en jeu ?

L'autorité, les inégalités, les riches d'un côté et de l'autre les pauvres... En Somalie comme ici.

N'est-ce pas l'image importée par la « civilisation » occidentale, judéo-chrétienne, à des êtres qui vivaient dans des régions qui furent un jour colonisées ?

Si les idées d'inégalités sociales, de pouvoir, de hiérarchie et de guerres pouvaient exister dans ces civilisations, elles ne furent en tous cas jamais démenties ou combattues par « la » « civilisation » occidentale et même, peut-on dire, elles en ressortirent largement renforcées !

L'hypocrisie, encore une fois, peut marquer des points, car d'une part elle bénéficie de *tous* les relais médiatiques (donc du pouvoir) et, d'autre part, elle tend à isoler une situation et l'émotion qu'elle engendre, bloquant ainsi toute réflexion sur ses causes profondes.

Le fait qu'un être meurt de faim est en soi quelque chose de scandaleusement inhumain pour toute personne détentrice d'un minimum de sentiments. Mais ce scandale est doublement intolérable, quand dans le même temps les raisons qui font que cet être meurt de faim ne sont pas explicitées. Pire ! elles sont connues (notamment de la presse), et sont soigneusement occultées.

L'histoire de la colonisation occidentale en Afrique et sous toutes les latitudes suffit à expliquer à certains égards les famines actuelles et les catastrophes humaines qui s'en suivent.

Des questions climatiques, géomorphiques, économiques existent, c'est vrai ; mais face à cela, la volonté humaine serait suffisante pour faire disparaître de toutes les surfaces habitées du globe jusqu'à l'idée même de faim !

Aussi n'est-ce donc qu'une question de volonté, de rentabilité, de priorité. Tout le reste n'est que foutaise ! Une solidarité authentique consisterait en un partage égalitaire de toutes les richesses et de tout le travail.

En ex-Yougoslavie — Dans le cas de l'ex-Yougoslavie, il se trouve beaucoup de voix qui appellent à l'intervention. S'appuyant sur la nouvelle donne « ingérençophile », Kouchner, Lalonde, Bernard-Henri Lévy et bien d'autres encore nous servent des slogans militaristes. Certains sont même allés jusqu'à appeler à l'envoi de « brigades internationales » !

Celles et ceux qui comme nous ne désirent pas opposer la barbarie à la barbarie et rajouter des morts à des morts déjà nombreux sont qualifiés de « munichois » par les nouveaux chantres de la « guerre juste ». Ces derniers rencontrent, il faut le signaler, un certain succès.

Ces arguments avancés, émanant des tenants du complexe militaro-industriel et de l'étatisme, ne nous auraient pas surpris outre mesure.

Ce qui, en revanche, peut paraître plus étonnant, c'est le ralliement d'un grand nombre d'« ex-pacifistes » qui, à cette occasion (et cela comme pendant la guerre du Golfe), passent avec « armes » et bagages dans le camp du bellicisme et de la guerre.

Ce but a été atteint, car les moyens mis en œuvre dans les officines du pouvoir ont été savamment dosés, élaborés, préparés à cet effet.

De quelques arguments...

Un agresseur a été désigné très rapidement : *les* Serbes. Des camps de concentration (là encore serbes) ont été montrés. La purification ethnique, les viols systématiques ont été dénoncés.

Toutes choses qui sont incontestables, mais encore faut-il amener quelques précisions nécessaires. Milosevic (qualifié de « nouvel Hitler ») représente l'Etat serbe et non les Serbes. Les camps de concentration se trouvent tant dans les zones serbes que croates... On sait aujourd'hui que la purification ethnique est mise en œuvre indifféremment dans tous les camps. Les viols, actes abominables contre l'humanité, sont pratiqués par toutes les armées du monde, lors de tous les conflits. La loi du vainqueur est intimement liée aux lois de la guerre.

Il n'y a pas de guerre propre ! L'homme qui s'abaisse au rituel guerrier perd toute humanité.

Dans ce contexte du plus grand mal fait à l'« ennemi » se rencontrent toutes les idées tordues qui rangent le guerrier du côté des salauds : terroriser, violer, écraser, éradiquer l'autre !

De quelle sorte de conflit s'agit-il ?

De tous les conflits auxquels nous nous trouvons confrontés, seuls les conflits à caractère social échappent à cette règle d'inhumanité.

La cause en est simple. Quand, à l'intérieur d'un pays, des hommes et des femmes s'élèvent contre les conditions sociales (et de vie) rétrogrades dans lesquelles certains les maintiennent, les buts que s'assignent ces hommes et ces femmes sont de mettre à bas un édifice corrompu, des structures inégalitaires et des institutions qui pérennisent ces situations inhumaines. Même si ces hommes et ces femmes en arrivent à s'armer au besoin, car les détenteurs de l'argent, des privilèges et du pouvoir ne veulent pas entendre parler de système égalitaire et solidaire, alors l'effondrement social qui en découle ne porte pas en lui les germes d'extermination de toute ou partie de la race humaine. Mais tout au plus s'agit-il de l'extinction de comportements autoritaires d'une caste de gens qui profitent ! Avec le conflit de l'ex-Yougoslavie, nous nous trouvons en face d'une guerre à caractère ethnique, *nationaliste* et religieux.

Longtemps confinés dans un système « communiste » et autoritaire,

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

RECHERCHE EN LIMOUSIN

Dans le cadre d'un travail sur la mémoire orale du Limousin (Haute-Vienne, Corrèze, Creuse), je cherche des témoins ayant un passé de militant anarcho-syndicaliste ou libertaire.

Vous en êtes un, ou en connaissez, contactez-moi à l'adresse suivante : SYLVIE BILLAUD, CAUSSE DE BULLAC, 46100 BOUSSAC. Tél. : (16) 65.40.00.50.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe
Dépôt légal 44 145
1er trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

ANARCHISME & NATIONALISME

ethnies... des éclaircissements

les pays de l'Est (et la Yougoslavie en faisait partie !) n'ont connu aucune contestation sociale. Il est vrai que le discours dominant était de faire croire aux populations de ces pays qu'elles vivaient le « paradis socialiste ».

La misère, le manque de liberté et les inégalités sociales aidant, la contestation s'est déplacée vers d'autres terrains : la religion, le nationalisme et l'ethnisme.

En Yougoslavie, l'opposition au « système Tito » et au fédéralisme étatique s'est cristallisée autour de la montée des nationalismes et du sentiment religieux : Serbes, Croates, Bosniaques, orthodoxes, catholiques, musulmans et à l'intérieur de chaque entité fédérale, des ethnies (minoritaires) qui ont ajouté de la division à la division qui s'amorçait.

Les dangers du nationalisme !

Le nationalisme, par essence interclassiste, s'est fort bien accommodé des problèmes qui secouaient la Yougoslavie. La fin de l'Etat « fédéral » a favorisé l'émergence des nationalismes qui, chacun à leur tour, ont pris (ou prennent) l'initiative du (des) conflit(s).

Dans ce cadre, est-il utile de préciser qu'il n'y a pas de *bon* ou de *mauvais* nationalisme. Il y a le nationalisme tout simplement ! Et cette réalité recouvre très exactement une idéologie basée sur la *primauté* d'individus (et groupes d'individus) par rapport à d'autres ?

Cette *primauté* dépend soit de la descendance par le sang, soit de l'attachement à un territoire, à des frontières définies, soit à la pratique d'une langue et d'une culture, soit à la pratique d'une religion, soit à la prise en compte d'un passé historique et le plus souvent de tout cela à la fois !

Tout nationalisme fait référence à ces aspects qui fondent l'unicité d'un « peuple ». Le nationalisme, à terme, justifie la défense au moyen des armes (et donc de la guerre), du territoire et des aspects (et valeurs) qui fondent la nation, l'inviolabilité des frontières étant le point le plus sensible.

Il est nécessaire d'insister sur un point. De toutes les valeurs qui fondent l'idée nationale (le « fait nationaliste »), seul l'attachement à une langue, et à une culture peut s'accommoder de ce qu'il est convenu d'appeler l'universalisme. L'humanisme libertaire peut très bien s'envisager dans le respect total des langues et des cultures, à condition bien sûr qu'elles ne soient pas elles-mêmes pourvoyeuses de pouvoir et d'hégémonie.

Quant aux autres valeurs, celles liées au sang, au territoire, à l'histoire, à la religion, aux frontières... elles ne débouchent jamais sur des valeurs universelles de paix, d'égalité sociale, d'humanité, de solidarité.

Elles privilégient des « modes » de classements, des types qui ne prennent pas en compte l'être humain en tant que tel, mais l'individu défini par un contexte précis. Cette définition, cette typologie contiennent fondamentalement les germes des hiérarchies à venir, des élites, des gouvernements au nom de ces valeurs et des guerres faites pour *les* défendre !

Les valeurs supposées unifiantes recouvrent une réalité sociale inégalitaire à l'intérieur d'un cadre national défini. Ces inégalités sociales et ces injustices existent et cela est logique (du point de vue du nationalisme) car l'Etat, concept d'autorité de la nation, fonde cette autorité sur l'aliénation de l'individu à la raison supérieure de la nation. La raison d'Etat et la raison « nationale » sont intimement confondues et, quand la nation ne fait pas la guerre à l'extérieur au nom des valeurs précitées, c'est l'Etat qui fait régner l'ordre à l'intérieur de ses frontières au nom de ces mêmes valeurs, mais cette fois dirigées contre les classes défavorisées.

Comme on peut le voir, parler dans des langues différentes et favoriser un « métissage » culturel n'est pas un problème à condition que cela se produise dans un contexte d'égalités et de solidarités sociales.

Pourrais-je dire tout simplement que je me sentirais toujours plus proche, y compris culturellement, d'un exploité du Sahel ou du Chili, que d'un patron, d'un flic, d'un militaire ou d'un juge français.

La fonction des individus dans la société est plus déterminante sur les comportements sociaux que le lieu de leur naissance.

Ce qui est dangereux en revanche, c'est de vouloir absolument trouver un lien objectif entre lieu de naissance et comportement des individus et d'en faire la base d'une idéologie révolutionnaire. Cela n'est que du nationalisme et cela entraîne perte de l'identité sociale au profit de l'identité de sang, du terroir, de la culture hégémonique, voire de « la » civilisation.

Au bout de cela, le plus souvent la xénophobie, le racisme, l'exclusion, le fascisme, la guerre mais jamais la libération des individus !

En conclusion...

Pour en revenir aux événements qui ensanglantent l'ex-Yougoslavie, les pacifistes conséquents, les êtres épris de justice et de liberté, les *anarchistes* doivent liguer leurs efforts et leurs forces afin de faire taire les pulsions bellicistes.

Notre lutte doit aller en s'amplifiant sur le terrain de l'antimilitarisme, de la solidarité universelle, de l'égalité sociale afin que les chimères nationalistes reculent définitivement.

Dans le contexte actuel, la place des anarchistes est au côté de tous les individus qui de par le monde luttent pour leur propre liberté en même temps qu'ils luttent pour la liberté de l'humanité dans son ensemble.

Après l'échec et l'effondrement du communisme autoritaire, le nationalisme est devenu pour beaucoup une valeur d'échange (les anciens staliniens).

Ce qui serait le plus grave, c'est que ce même nationalisme (car il n'en existe pas deux sortes) devienne une valeur pour des êtres en perte de références.

Pour nous libertaires, quel que soit le qualificatif qui nous définisse (anarchiste, anarcho-syndicaliste, fédéraliste libertaire, communiste libertaire, socialiste libertaire) l'idée même de nationalisme est inconciliable avec la dimension de libération de l'individu en tant qu'être social.

Nous ne pouvons ajouter, par des prises de position ambiguës concernant le nationalisme, du crédit à celles et ceux qui soutiennent un camp contre l'autre dans l'ex-Yougoslavie.

Les anarchistes et leur fédération défendent le pacifisme et l'antimilitarisme comme des valeurs d'avenir et vous appellent à les rejoindre massivement en signant « L'Appel pour la paix maintenant » ! (1)

Edward Sarboni

(1) Cf. *ML* n° 900. Cette pétition est disponible à la librairie du Monde Libertaire.

Le rejet du système

(suite de la « une »)

On entend d'ici fuser les objections : «Oui, mais comment ? », « Les Français ne sont pas mûrs ! », « Les hommes sont incapables de... », etc. Une seule réponse : « Occupez-vous de vos affaires ! ». Refusons les arguments négatifs et simplistes. Et surtout, rappelons que dans ce pays, il n'y a pas seulement une tradition d'abandon de souveraineté, une habitude de lâcheté politique. Faut-il rappeler qu'entre 1789 et 1795, qu'entre le 18 mars et le 25 mai 1871, des millions de Français avaient eux-mêmes trouvé le dynamisme nécessaire pour créer et faire vivre assemblées, clubs, sections, etc. Faut-il aussi rappeler que cet appétit d'intervention dans la vie publique se retrouve, aujourd'hui, dans les associations, les mutuelles, les syndicats. Encore un effort. Généralisons à l'ensemble du corps social ces pratiques sociétaires.

Un tel projet a-t-il une chance de se réaliser facilement ? Nous avons la faiblesse de croire que oui. Que l'on ne nous assomme plus avec l'apparente complexité des sociétés contemporaines. Elles ne sont pas complexes, elles sont compliquées. Compliquées, car elles sont bâties sur deux principes détestables : la propriété privée et l'égoïsme national. A ces deux notions archaïques et réactionnaires, substituons la solidarité, fondée sur la justice et la liberté.

Concrètement, cela consiste à socialiser l'économie et municipaliser la vie publique. Au centralisme jacobin (et à son succédané, la pseudo-décentralisation), opposons le fédéralisme proudhonien.

Rien à voir avec les mascarades électorales. Aujourd'hui nous vous invitons à boycotter les urnes, demain nous irons les placer ensemble dans le musée des horreurs politiciennes.

Yves Peyraut

(1) Brochure n°15 de la collection *Volonté anarchiste*.
(2) Pas seulement politiques. Voir également du côté des responsables syndicaux inamovibles, permanents ou pas.

DEUX BRIQUETS
(en rouge et noir sur fond blanc)

Prix à l'unité :
10 F
(+ 2,50 F de port par briquet)
Chèque à l'ordre de Publico

COMMUNIQUÉ

Les objecteurs en grève

Le 19 février 1993, les objecteurs de conscience vont quitter leur poste. Ils revendiquent le service à 10 mois, l'obtention du statut à tout moment, les droits politiques et syndicaux. De même, à travers leur mouvement, ils soutiennent l'ensemble des réfractaires à l'armée.

La Fédération anarchiste soutient ce mouvement et se déclare solidaire de l'ensemble des objecteurs. Le Service national est une servitude, où les objecteurs n'ont aucun droit, qui continue à être perpétuée sous des prétextes républicains. Prétextes dans le fond qui alimentent le nationalisme et l'aliénation à l'autorité d'un Etat. A l'heure où l'on parle de « nouvel ordre mondial », où la planète est en feu (les Balkans, l'Afrique, l'Amérique du Sud...), nous devons soutenir l'ensemble des manifestations antimilitaristes et pacifistes dans lequel se situe ce mouvement.

Fédération anarchiste

RENDEZ-VOUS

BRIGNOLES (VAR)
Un groupe vient de se constituer sur Brignoles et sa région (Centre-Var). Pour le contacter, écrivez au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex, qui transmettra.

FREYMING-MERLEBACH
Pour contacter la liaison FA de Freyming-Merlebach, écrivez à Bernard Nihotte, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach cedex.

LYON
La librairie La Plume Noire, (15, rue Rivet, 69001 Lyon) organise un cycle de conférences en trois volets (après un premier en date du 30 janvier) :
— second volet, « Analyse et critique de la société actuelle », samedi 20 février à 15 h ;
— troisième volet, « Propositions et pratiques de la Fédération anarchiste », samedi 6 mars à 15 h.

NANTES
Retrouvez le groupe FA Milly-Witkop, en collaboration avec l'OCL-Nantes, le mardi 23 février dans le cadre de l'émission « Magazine libertaire », de 19 h 40 à 20 h 30, sur Radio Alternantes FM (98.1).
Par ailleurs, pour contacter le groupe Milly-Witkop, une seule adresse : Groupe Milly-Witkop c/o « Magazine Libertaire », 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

SARREBOURG
Le vendredi 26 février, à 20 h 30, en salle du restaurant de la Salle des Fêtes de Sarrebourg, une réunion-débat sur le thème : « Ne pas subir la crise et le racisme » sera animée par la liaison FA de Moselle-Sud et l'association antifasciste « Réflex ».
Contact : Liaison FA de Moselle-Sud, c/o FA, BP 255, 57402 Sarrebourg cedex.

TOULON
Le groupe Nada peut être contacté à : ACL, BP 6081, 83065 Toulon cedex (inscrire « Groupe Nada » au dos de l'enveloppe) ; ou par MINITEL : « 3614 chez * Nada 83 ». Contre une enveloppe timbrée à votre nom, vous recevrez, en prime, *Nada*, le journal du groupe, dont le n° 1 (janvier 1993) vient de sortir.

IMPRIMERIE

Chronique d'une mort annoncée (2)

Chacals et requins à l'assaut de l'Imprimerie Dieppoise

(FA de Dieppe/suite du n° 901)

En février 1992, quatre licenciements sont prononcés. En juin 1992, le conseil de surveillance exige le départ de D.Q., mais, bizarrerie de la loi, il ne peut l'obtenir : les statuts de la société sont ainsi conçus que D.Q. en reste le directeur général. Il lui est alors vivement conseillé de faire admettre ses droits à la retraite. Il a trois mois pour remettre l'entreprise debout, condition absolue au paiement de ses indemnités de départ en retraite. (Indemnités fort conséquentes, d'ailleurs, puisque étant celles de cadre supérieur.) Ce triste personnage, qui s'est vanté de tenir la clientèle dans sa poche, est mis au pied du mur. La filiale et le bureau de Paris sont fermés. La situation continue à se dégrader. Conséquence directe : il y a de nouveau six personnes licenciées en juillet 1992. Le brillant commercial D.P., du moins à ses débuts, est licencié pour faute grave. C'est à cette époque que le groupe Morault pointe son groin. On peut s'interroger sur sa venue, qui l'a mis sur le coup ? Qui espère ainsi sauver sa peau, en trouvant un repreneur qui en amenant de l'argent frais lui sauve la mise par la même occasion ?

Début août, la situation est critique, et il faut injecter de l'argent pour éviter le dépôt de bilan. Un repreneur local apparaît, avec un plan qui éviterait tout licenciement. Il s'agit de la famille de la Doucette, propriétaire du bi-hebdomadaire *les Informations dieppoises* et propriétaire de l'imprimerie La Vigie. Mais son offre financière est jugée trop faible par la famille Janvier.

Le maintien ou la disparition d'emplois ne semble pas alors entrer en ligne de compte face aux sommes en jeu. Le groupe Morault, plus généreux, et n'ayant aucune préoccupation sociale cadrant avec ses objectifs, se porte acquéreur pour le franc symbolique, le 2 septembre, de l'Imprimerie Dieppoise.

Le passif est de dix-huit millions, mais l'affaire n'est en fait pas si mauvaise si l'on considère que l'actif (locaux, machines, clients) représente, quand même, une somme de dix millions.

Fort de son expérience dans le domaine du rachat d'entreprises en difficulté, Morault va pouvoir déployer sa stratégie anti-ouvrière et anti-syndicale : l'Imprimerie Dieppoise devient pour trois mois locataire-gérante de l'imprimerie Lecerf de Rouen, déjà absorbée par le groupe. Pour une durée de trois mois à l'essai, en quelque sorte, pour voir si la boîte est viable, déclare le groupe.

L'inquiétude commence à naître, quand trois machines sont vendues. Mais le rachat, quasi-immédiat, de deux machines plus récentes (1991) entretient habilement les illusions. On se reprend à espérer. Personne ne se doute qu'elles sont achetées en leasing, et ne sont donc pas la propriété du groupe Morault, alors que l'on a laissé vendre des machines plus vieilles mais amorties. Morault incorpore le remboursement de ce leasing dans son bilan de trois mois d'exercice pour démontrer la non-rentabilité de l'Imprimerie Dieppoise en conservant la totalité du personnel.

Stratégie mûrement élaborée, Morault amène une grosse quantité de travail au cours des deux premiers mois de la location-gérance. Le travail revient et les machines tournent à plein. Conséquence perverse de cette situation : Morault redore son blason auprès des ouvriers, ou tout au moins d'une grande partie d'entre eux. Et l'on en arrive à ce genre de réflexion : « C'est pas forcément le bradeur et le salaud qu'on nous a présenté. On était au bord de la liquidation, et il nous sort de la merde en nous amenant du boulot en pagaille ». Veine illusion, car on apprendra par la bande que cela se fait au détriment des autres boites du groupe qui voient le boulot tarir. Déshabiller Pierre pour habiller Jacques. Un mois avant la fin du délai de trois mois, le boulot cesse comme par enchantement. Il faut rendre crédible, évidemment, la thèse de la non-rentabilité. Le groupe Morault commet alors, peut-être, une erreur dans sa stratégie d'absorption. Erreur d'analyse et de psychologie : un des commerciaux resté en place, et qui réalise 2 millions de chiffre d'affaires, refuse de travailler pour Morault, et passe à la concurrence. Son exemple amène le départ de nombreux clients, qui viennent récupérer leurs films, ne désirant pas continuer à travailler avec un groupe dont la réputation n'est plus à faire (par exemple, comment la mairie PC de Dieppe pourrait-elle continuer à faire réaliser son bulletin mensuel par un patron aux pratiques anti-sociales renommées ?).

« Fort de son expérience dans le domaine du rachat d'entreprises en difficulté, Morault va pouvoir déployer sa stratégie anti-ouvrière et anti-syndicale . »

L'idée de départ qui consistait, entre autres, à doter le groupe d'une imprimerie spécialisée dans l'offset quadri (secteur faible du groupe), mais aussi dotée d'un gros potentiel de clientèle, est sérieusement compromise. La clientèle fond comme neige au soleil. L'inénarrable directeur commercial, J. P., dont on peut supposer que l'intégration au sein du groupe Morault passait par le contact et le maintien de la clientèle, est éjecté au mois de septembre 1992.

Il porte son cas de licenciement devant les Prudhommes... situation, qui dans d'autres circonstances, prêteraient à rire (c'est l'arroseur arrosé).

Le 2 novembre, c'est le dépôt de bilan. Le 5 novembre, le tribunal de commerce met l'entreprise en redressement judiciaire pour six mois. Le 2 décembre, c'est la fin de la location-gérance Lecerf. Le personnel est de nouveau personnel de l'Imprimerie Dieppoise. Sur demande du groupe Morault, l'administrateur judiciaire décide, le 3 décembre, le licenciement de dix-sept salariés, dont six délégués du personnel. Cela, sous prétexte de sauver ce qui reste de l'entreprise. Encore plus stupéfiant : ce jugement est avalisé par le tribunal de commerce, Morault arguant qu'en trois mois de location-gérance il n'a généré que du déficit (cf. les conditions pour y parvenir). Le syndicat déclare non fondés ces licenciements. Le Comité d'entreprise désigne un expert-comptable, et vote contre ces licenciements. Finesse juridique : depuis la loi de juillet 1985 (en résumant), Morault, qui se met en dépôt de bilan, peut se porter acquéreur de la société en dépôt de bilan. Successeur de sa propre succession, en quelque sorte. L'objectif final étant de s'emparer de l'Imprimerie Dieppoise au prix le plus bas, mais en évitant d'être coiffé sur le fil par un autre repreneur, qui soumissionnerait plus haut. Mais la conjoncture difficile dans l'imprimerie fait que peu de repreneurs se présentent. Il y a bien TAG de Mont-Saint-Aignan (près de Rouen) et Marceau Entreprise, mais ils n'ont pas encore fait d'offres chiffrées à ce jour ; ce qui place Morault seul en course. Les dix premiers licenciés du groupe des dix-sept sont partis il y a une dizaine de jours. L'inspecteur du travail saisi à la suite de ces licenciements abusifs, illégaux et non fondés ne s'est pas encore prononcé sur le fond, et n'a rendu aucune décision. A la prochaine réunion du comité d'entreprise, l'administrateur judiciaire fera son rapport et le tribunal de commerce devra statuer et prononcer l'éventuelle liquidation. Au grand espoir de Morault, seul sur les rangs.

Mais la situation peut encore évoluer rapidement. Il est même possible que Morault quitte la scène, car l'opération ne lui a pas coûté très cher pour l'instant (la vente de la librairie conjointe, bradée à 50% de sa valeur, lui a même amené des liquidités), et il risque en se portant acquéreur de l'Imprimerie Dieppoise aujourd'hui de ne s'approprier que d'un outil sans clients. Son implantation dieppoise, ou l'ambition de phagocyter ses deux concurrents locaux, peut aussi amener, en dernière minute, ceux-ci à réagir contre lui. Notamment, pour casser celui qui veut devenir le premier imprimeur en Haute-Normandie, et le montre un peu trop ostensiblement en piétinant tout ce qui bouge. Les pressions doivent être fortes à la chambre de commerce aujourd'hui. Les jours qui viennent vont être décisifs pour les ouvriers et ouvrières de l'Imprimerie Dieppoise.

(suite au prochain numéro)

BRÈVES ANTICLÉRICALES

Nom de Dieu !

Cul-béni — Alain Deleu, secrétaire général de la CFTC, a jugé, dans sa lettre confédérale du 18 janvier, que l'accord du 11 janvier entre les dirigeants de l'enseignement catholique et l'Education nationale constituerait « *une aberration* ». En effet, ce cul-béni trouve peu catholique de faire former des éducateurs chrétiens par des instituts publics. Voudrait-il que cette formation soit assurée par l'opération du Saint-Esprit ?

Révolutionnaire ! — Mgr Jacques Fihey, évêque professionnel de Coutances et d'Avranches, s'est élevé contre la campagne publicitaire de la Renault 19. Celle-ci montrait la fidélité d'un homme pour sa voiture après plusieurs mariages. « *Bien sûr, Renault ne veut pas prêcher le divorce. Il fait peut-être pire : il donne à penser que le divorce est devenu naturel et évident* ». Ce à quoi la direction de la régie a répondu que cette publicité avait été conçue « *comme un vaudeville, et non comme une attaque contre l'institution du mariage* ». Révolutionnaire !, comme disait une autre marque...

Ce qui est rare est cher — « *Nous voulons une Amérique où l'avortement soit légal et sans risque, mais rare* », a déclaré Bill Clinton. Depuis le 22 janvier 1993, plusieurs décrets qui restreignaient la liberté de l'avortement ont ainsi été annulés. Mais venant d'un président qui a prêté fièrement serment sur la Bible de sa grand-mère, les défenseurs du droit à l'avortement peuvent se demander ce qu'il entend par « rare » ?

Allo, Dieu ? Ne quittez pas... — Selon *la Vie* du 20 janvier, un service de fax permettant d'envoyer ses prières au mur des Lamentations vient d'être mis en place par la compagnie de télécommunication israélienne. Dorénavant, les juifs religieux pourront éviter le voyage à Jérusalem, avec l'accord des rabbins (« *à condition qu'elle ne fonctionne pas les jours de Shabbat* »).

A quand 3615 DIEU ?

OLT

MANIF DU 6 FÉVRIER

« Ni Dieu ni maître... ni nationalistes ! »

Mieux vaut le dire, il y avait moins de monde à Paris le samedi 6 février pour la manifestation anti-raciste que l'année précédente, le 25 janvier 1992 (20 à 30 000 manifestants contre 60 à 100 000). Moins de monde chez les rouges, verts et roses mais autant chez les noirs. En effet, la Fédération anarchiste, Reflex et le CIRC regroupaient ce samedi le même nombre (ou à peu près) de sympathisants et de militants qu'en 1992. Manif dynamique au cœur du cortège où l'on pouvait entendre nos traditionnels slogans : « Ni Dieu ni maîtres... ni nationalistes ! ».

A.D.

Union régionale parisienne de la FA
Conférences au local « La Rue »
20 h 30

- **Vendredi 5 mars**
anarchisme et religions
- **Vendredi 12 mars**
anarchisme et écologie sociale
- **Vendredi 19 mars**
anarchisme et nationalisme, nationalité, nations
- **Vendredi 27 mars**
Pédagogies libertaires : expériences actuelles et réflexions
- **Vendredi 2 avril**
Au cœur de la théorie anarchiste, la liberté face à l'autorité. Théorie de la domination.

« La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche), 75018 Paris.

« 70 000 F pour *le Monde libertaire* d'ici février 1993 »

Sommes perçues
du 4 au 10 février 1993

Boisseau C. : 60 F ; Boyer E./Vaux M. : 70 F ; Charier D. : 200 F ; Detoc P. : 60 F ; Dreneau F. : 400 F ; Evenas G. : 200 F ; Estorgues S. : 200 F ; Fayel : 200 F ; Gaudin : 60 F ; Hall-Derrier M.T. : 200 F ; Jucquois : 60 F ; L.P. : 50 F ; Laforge-Sagliet C. : 200 F ; Lebue : 150 F ; Le Tressoler : 100 F ; Millot G. : 200 F ; Morel F. : 150 F ; Nepper C. : 290 F ; Nicaud : 100 F ; On a faim-Label : 300 F ; Périan : 60 F ; Raymond : 20 F ; Salomon P. : 60 F ; Silberstein G. : 200 F ; Smockey : 100 F ; Vassal G. : 1000 F.

TOTAL : 4690 F
(Ancien total : 48 805 F)
TOTAL GÉNÉRAL : 53 495F

Envoyez vos dons à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico (avec mention : « Soutien *ML* » au dos).

PROCÈS EN APPEL DES MUTINS DE MOULINS

Une lourde deuxième couche

LE JEUDI 4 février s'est tenu au tribunal de Riom le procès en appel de trois des cinq « meneurs » présumés de la révolte de la centrale de Moulins, le 8 septembre 1992. Le 22 octobre, Thierry Georgenthum, Didier Cané et Azzedine Bourragbah, avaient été condamnés à cinq ans de réclusion supplémentaires, au cours d'un procès en comparution immédiate dont les conditions avaient laissé les observateurs pantois. Le second procès commença sous les mêmes auspices que le premier : les trois hommes ont comparu menottés et entravés, le président refusant, en dépit des instructions du code pénal, de faire ôter leurs chaines.

Face au juge, les trois hommes adoptent une attitude différente. Azzedine Bourragbah, visiblement éprouvé par trop d'années de prison, s'exprime difficilement. Didier Cané a déjà lourdement payé son parcours de rebelle : primaire, condamné à huit ans de prison pour hold-up, il voit sa peine alourdie de deux ans après une tentative d'évasion à Loos-lès-Lille. Deux ans plus tard, il participe à la tentative d'évasion de Saint-Maur. Les matons tirent frénétiquement au cours d'un véritable guet-apens. Didier Cané, touché de deux balles, écopera de surcroît de quatre ans de prison supplémentaires. Après la mutinerie de Moulins, sa peine, initialement de huit ans, est passée à dix-neuf. Le jeune homme blond se mure dans le silence.Thierry Georgenthum, solide gaillard barbu aux excellents talents d'orateur, détaille longuement le contexte de la révolte.

Moulins-Yzeure, centrale de force où sont regroupés les détenus qualifiés d'extrêmement dangereux, est en proie, le 8 septembre, à la grève des matons. Les prisonniers sont privés d'activités et de parloirs, et les matons ont fait monter la tension à tel point que fin août, Thierry Georgenthum a porté plainte pour incitation à l'émeute. Le 7 septembre, un premier incident vaut à Didier Cané et Thierry Georgenthum un séjour au mitard. La tension monte d'un cran. Le sous-directeur tente de faire marche arrière, annule le rapport et promet formellement aux deux hommes qu'il n'y aura pas de tabassage (les matons poussent pourtant des cris d'orfraie lorsque la presse évoque les sévices physiques en prison). Trop tard. La révolte a déjà explosé. Une quarantaine de détenus rédigent collectivement une dénonciation de la longueur exorbitante des peines, la prise d'otage des matons, le racisme et la xénophobie en prison, la tension permanente et le non-droit (1).

T. Georgenthum, 23/3/1992, Moulins

« *Nous voulions un peu de droit, un peu de paix* », répète Thierry Georgenthum, qui rappelle la mort ignoble de Christian Bethmont, que les matons ont délibérément laissé agoniser sans soins une heure durant lors de la tentative d'évasion de la prison de Saint-Maur, le jour même de la mutinerie de Moulins. « *Nous sommes déchus de nos droits civiques et de tout autre droit autre que celui de se taire et de ne plus exister* ». Avant de conclure par la magnifique formule empruntée à un ministre non jugé : « *Je suis responsable, mais pas coupable* ».

Après la calamiteuse sortie de l'avocate d'Azzedine Bourragbah, traitant son client de loque et l'un

Des détenus « coucounés »

des co-inculpés de brute, Maîtres Raphaël Constant et Thierry Fagard, défenseurs respectifs de Thierry Georgenthum et Didier Cané, relevèrent certains des très nombreux dénis de justice du procès précédent : aucun témoin, aucune victime ne furent cités — le tribunal se refusant à communiquer l'adresse des matons ; le courrier de Maître Constant fut ouvert « *par erreur* » ; celui de Maître Fagart fut simplement confisqué jusqu'au lendemain du procès, de sorte de Didier Cané comparut sans défenseur. Les coups de feu tirés par le GIGN dans l'enceinte de la centrale de Moulins ne figurent pas dans le dossier d'instruction de la mutinerie. Un prisonnier a pourtant été blessé par balle, mais sa plainte a été classée sans suite. Un procès dont l'objectif principal était à l'évidence de faire plaisir aux matons, venus en force autour de Gilles Sicard, secrétaire de l'UFAP, qui y fut acclamé.

La défense cita ensuite les multiples cas de sévices, voire de tortures infligés aux détenus au cours de la grève des matons : à Poissy, la pratique du « mille-feuille » consistant à superposer une couche d'effets personnels, une couche d'huile, une couche de courrier, une autre couche d'huile ; tabassages à Loos et à Grasse ; tabassages encore, au point de laisser un détenu dans le coma, après la mutinerie de Moulins.

Tabassages, tortures... Qu'importe. Affligé d'un fâcheux tic verbal, le procureur ânonna un réquisitoire sans indulgence : « *La grève des surveillants provoque des troubles, etc., etc., mais ce n'est pas une raison pour séquestrer, casser* », avant de se féliciter du premier verdict rendu : « *une réponse* rapide *et efficace à un trouble social grave* ». Notons au passage une belle envolée de la facture des dégâts de la mutinerie, passée de 15 millions en début de procès à 35, puis 50 millions au cours du réquisitoire. Les matons s'étant portés partie civile, leur avocat, positivement nauséeux, osa l'ignoble sortie : « *D'accord, pendant la grève, la petite copine n'est pas venue, les détenus sont un peu moins "coucounés" que d'habitude, mais ce n'est pas une raison* »... Les clients de ce sinistre baveux apprécieront. Le verdict du tribunal, mis en délibéré, sera rendu le 28 février.

Pascale Choisy

(1) La déclaration intégrale des mutins a été publiée dans le n° 37 de la revue *Rebelles*.

Un soutien efficace : l'abonnement !

Nouvelles du front

PAS DE LÉGIONNAIRES A PRADES ET MONTAILLOU (ARIÈGE)

Le président du Comité de défense et de sauvegarde de Prades-Montaillou, Vincent Sabadié, communique : — « Le ministère de la Défense envisage l'achat de deux bâtiments situés en plein cœur des villages de Prades et Montaillou, pour les transformer en base d'entraînement de la Légion étrangère (le 4e Régiment étranger de Castelnaudary, NdlR).

Cette implantation compromet sérieusement la tranquillité de ce site, d'autre part, elle anéantit les perspectives d'avenir et les investissements touristiques en cours de réalisation dans cette région, centre d'accueil du plateau du Chioula.

La majorité des habitants des deux villages s'oppose catégoriquement à ce projet et a décidé de réagir. C'est pour cela qu'a été créé le Comité de défense et de sauvegarde de Prades et Montaillou.

Nous entamons une campagne tous azimuts pour sensibiliser le plus de personnes et d'organismes possible afin, d'une part, d'essayer de faire échouer ce projet, d'autre part, de proposer des solutions concrètes et efficaces afin que ces bâtiments trouvent un usage décent à vocation touristique.

Toutes les personnes désirant nous apporter leur soutien peuvent dès à présent signer la pétition que nous remettrons aux autorités compétentes. »

Comité de défense et de sauvegarde de Prades-Montaillou, La Bexane, 09110 Prades. Tél. : 68.20.72.15.

RÉUNION PUBLIQUE DE L'UNION PACIFISTE A AYGUESVIVES (*RAPPEL*)

Sur le thème « *Quel avenir pour nos enfants ?... Subir passivement une société de guerres et de profits ou agir rapidement pour sa transformation par le désarmement unilatéral* », l'Union pacifiste de France organise une réunion publique le vendredi 19 février, à 21 h, à la **salle publique (parking de la poste) d'Ayguesvives (Haute-Garonne).**

PROCÈS D'ÉTIENNE LONGARD, OBJECTEUR-INSOUMIS A POITIERS

Etienne Longard, objecteur-insoumis passera en procès devant le Tribunal de grande instance de Poitiers, place Alphonse-Le-Petit, le vendredi 26 février à 9 h. Le Mouvement des objecteurs de conscience (MOC) vous invite à venir nombreux le soutenir.

MOC, BP 219, 86000 Poitiers cedex.

Associations

CONFÉRENCE DE PRESSE & ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'APALP A PARIS

L'Action pour l'abolition des longues peines (APALP) organise une conférence de presse et une assemblée générale le samedi 27 février de 14 h à 18 h à **l'AGECA, 177, rue de Charonne (M° Charonne ou Alexandre-Dumas), 75011 Paris.**

APALP, BP 92, 10003 Troyes. Tél. : 25.75.27.65.

COMITÉ DE BOYCOTT NESTLÉ

Terre des hommes-Nantes coordonne la campagne de boycott des produits Nestlé et des firmes que le groupe agro-alimentaire suisse contrôle (Nescafé, Nesquick, Quality Street, Chambourcy, La Roche aux Fées, Gloria, Montblanc, Findus, Buitoni, Herta, Frieskies, Gourmet, Maggi, Mousseline, et les produits pour nourrissons : Nidal, Nidina, Guigoz, Cérélac), ceci pour aider à la promotion de l'allaitement maternel qui peut sauver des millions d'enfants, et pour forcer Nestlé à respecter le code OMS-UNICEF sur la commercialisation des substituts du lait maternel, en particulier à arrêter les dons, promotions et publicités.

Comité de boycott Nestlé c/o Terre des hommes, Maison des associations, rue Anatole-de-Monzie, 44200 Nantes.

CONFÉRENCE-DÉBAT AVEC ALAIN BIHR AU CENTRE CULTUREL LIBERTAIRE BENOÎT-BROUTCHOUX DE LILLE

Le CCL Benoît-Broutchoux organise une conférence-débat consacrée à l'analyse de la situation économique, politique et sociale. Cette conférence, animée par Alain Bihr aura lieu le samedi 20 février à 15 h au **CCL Benoît-Broutchoux, 1/2, rue Denis-du-Péage (M° Fives).**

Collaborateur du *Monde diplomatique*, sociologue, philosophe et écrivain, Alain Bihr se situe au confluent du syndicalisme révolutionnaire, de la pensée marxiste (précisément le conseillisme) et de l'anarchisme. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont : *La Farce tranquille* (Spartacus. Prix : 100 F) ; *Du Grand soir à l'alternative* (Les Editions Ouvrières. Prix : 135 F) ; *Pour en finir avec le Front national* (Syros - janvier 1993. Prix : 110 F).

PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE « INSTITUTEURS PACIFISTES ET SYNDICALISTES » AU CIRA DE MARSEILLE

Alice et Gilles Mayoux présenteront l'ouvrage *Instituteurs pacifistes et syndicalistes* de Marie et François Mayoux (éditions Canope. Prix : 195 F), leurs grands-parents, le samedi 20 février à 17 h au **Centre international de recherches sur l'anarchisme, 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines), Métro Saint-Charles, 13001 Marseille.**

Care and Learning :

éducation libertaire et combat pour le respect de l'enfant en territoires palestiniens occupés

(suite de la « une »)

a gagné les enfants et leurs familles. Travail collectif, respect mutuel et expression de l'enfant. »

Par respect mutuel, Arna entend une approche de l'éducation non autoritaire. Les enfants ne sont pas considérés sur un plan égalitaire dans la communauté. Ils sont victimes de plusieurs oppressions. Dans la rue, les militaires les frappent, en classe ils sont punis. Les enfants sont vulnérables et subissent quotidiennement les interdits d'une société et la violence de l'occupation. Changer cette attitude envers l'enfant et parler de respect mutuel, c'est une révolution. « *Une révolution dans les relations. En parler est une étape, mais l'expérience est la seule voie pour leur redonner confiance. Or, tout changement implique la destruction de certaines valeurs établies et pour cela il faut se battre. Le combat est difficile, la situation est souvent intenable et les individus sont désespérés. Les traditions deviennent des idéaux. La religion tient quelquefois ce rôle, car une population vivant dans la crainte doit se raccrocher à quelque chose. Cela est évidemment exploité par les réactionnaires, mais c'est prévisible en absence d'une quelconque solution politique. Et nous venons pour détruire ! Pour le faire, il faut abandonner tout compromis. Les éducatrices travaillent sur elles-mêmes et remettent en question les concepts appelés traditionnels. Cela ne se fait pas en parlant, mais en agissant. Si l'enfant se considère lui-même comme un idiot et un raté, toutes ses relations avec les autres sont faussées. Mais lorsqu'il prend conscience que les sentiments peuvent être partagés, ses réactions deviennent différentes. L'échange s'établit entre enfants et éducatrices non pas sur un mode hiérarchisé adulte/enfant, mais selon la diversité de chaque individu. L'approche se fait par l'enseignement et par la thérapie, notre thérapie. Pour apprendre, il faut se connaître. Finalement rien ne s'écroule et l'enfant a plus de respect pour ses parents et même pour son foutu prof. C'est pourquoi ce respect mutuel est une révolution.* »

Arna se dit Palestinienne. Elle est née en Palestine et son enfance s'est partagée entre sa vie familiale dans une colonie établie près d'un village arabe et une école influencée par le philosophe Martin Buber. Les professeurs, Juifs allemands arrivés en 1933 à la prise de pouvoir d'Hitler, sont des humanistes et défendent l'idée d'une communauté juive et arabe. Témoin attentif de l'expulsion des Palestiniens pendant la guerre de 1948, elle se souvient : « *Les corps dans la rue, des milliers de personnes chassées. Alors j'ai commencé à m'insurger. A 19 ans, cela m'a semblé normal d'être antisioniste. Je faisais partie de l'aile gauche du mouvement avec ce slogan : un pays pour deux peuples. Puis j'ai épousé Saliba Hamis, Arabe et cadre du Parti communiste israélien, et cela a été le second crime contre Israël. Tous mes amis, ma famille étaient internationalistes, mais quand le crime est fait à la maison c'est autre chose. J'ai été reniée.* »

Militante antisioniste, Arna dénonce l'idéologie qui sépare deux peuples qui ont toujours vécu ensemble. Comme l'antisémitisme, le sionisme vise l'exclusion et la satanisation des autres. Le sionisme est fondé sur l'idée du grand Israël nettoyé des Arabes. « *C'est l'essence de l'éducation de la jeunesse israélienne. Cela repose sur le racisme et nous en voyons chaque jour l'application dans la politique. Le racisme est une maladie sociale toujours exploitée par les autorités pour parvenir à leur but. C'est émotionnel, c'est comme la religion. Haïr devient alors facile. C'est si profondément ancré dans les mentalités dans la société israélienne que cela en est effrayant. Toute ma vie, j'ai rencontré le racisme. Je ne suis pas une politicienne parce que je refuse l'hypocrisie, mais je sais que nous ne pourrons rien construire de durable dans cette société sans une constitution rejetant la discrimination. Sur la discrimination et le racisme, le pire peut se développer.* »

« Le racisme est une maladie sociale toujours exploitée par les autorités pour parvenir à leur but... »

Il se trouve toujours quelque cynique en mal de pouvoir prêt à utiliser des pulsions pour mobiliser une population en créant des liens de solidarité sur une base émotionnelle ; on connaît bien le principe du bouc émissaire. « *Tant de gosses ont été battus dans les territoires occupés ! Et quand un soldat israélien frappe un gosse palestinien (je parle de frapper, pas de tuer), frapper est un acte individuel, imaginez ce qu'est frapper un enfant de vos mains, physiquement. Vous tenez l'enfant, vous le sentez se débattre pour se soustraire aux coups et à la douleur. Comment est-ce possible s'il n'y a pas en soi cette graine du racisme ? Dans la conversation, le jeune militaire dira :* "Je ne hais pas les Arabes." *Rationnellement bien sûr, les Israéliens boivent le café avec eux. Mais ce comportement de brute vis-à-vis des gosses, comment l'expliquer autrement que par le racisme. La majorité des enfants ont été battus parce qu'ils ne donnaient pas la réponse que l'on attendait d'eux, pas parce qu'ils lançaient des pierres. Ceux qui lancent les pierres, on leur tire dessus. Je ne me fais pas l'avocate des Arabes, mais cette société est sans haine de l'ennemi. Il n'est pas juste que les Palestiniens soient rendus coupables des atrocités du fascisme et du nazisme. Les Palestiniens ne sont pas racistes. Ils sont sémites, comme nous. Ils emploient le mot Juif sans haine raciste, c'est plutôt du ressentiment contre l'occupant, pas contre le Juif en tant que race. Le peuple palestinien est victime d'une tragédie et l'Intifada exprime sa révolte, son cri. Les Palestiniens, fondamentalistes mis à part, sont prêts à vivre ensemble dans un État, sans discrimination. Mais avec qui ? Les Israéliens, les Juifs sont racistes. Le sionisme est basé sur le racisme et là est la tragédie. Les deux peuples ont toujours vécu ensemble. C'est le sionisme qui les a séparé. Pour les sionistes, les Arabes sont l'ennemi, tous les Palestiniens sont des ennemis. Pour les Palestiniens, c'est différent, l'ennemi n'est pas le Juif, mais le sionisme. Il faut écouter les paroles des chansons chantées par les enfants, les mots "juif" et "Israël" ne pas sont employés, mais "sionisme", bien qu'ils ne sachent pas vraiment ce que cela signifie. Le sionisme pour eux, ce sont les soldats, l'occupation militaire.* »

1er juin 1992, festival des enfants des écoles populaires de Jénine (Cisjordanie).

Lors d'une rafle des militaires dans une école une semaine auparavant, 18 jeunes Palestiniens avaient été tabassés sur le parcours jusqu'à la base. Après les avoir frappés, un des soldats, un Druze, avait questionné l'un des jeunes sur ses tennis. « *Ils frappent d'abord et ensuite ils discutent. Ils ne sont pas ennemis, mais il faut dire que la majorité des Israéliens est raciste. Quand les soldats lancent une bombe dans un camp de réfugiés, ils sont intelligents, mais si un Arabe tue un Israélien avec un couteau, c'est un sauvage. Toujours le double langage. Cela existe aussi entre Juifs et Druzes.*

« A la Knesset, les politiciens de gauche comme de droite ont la même idéologie, le sionisme. »

Je ne veux en aucun cas encourager la haine, car la frustration et la dépression sont profondes et tous sont blessés. Ici, il y a une terre et le peuple palestinien veut y vivre en ayant les mêmes droits que les autres. Les Palestiniens ne comprennent pas le rejet dont ils sont l'objet de la part des Israéliens. Ils ne connaissent pas leur ennemi. A la Knesset, les politiciens de gauche comme de droite ont la même idéologie, le sionisme. Les deux veulent un État juif, purement juif. Les sionistes de gauche disent : "Laissez-les avoir leur État, mais loin de nous. Nous voulons un État juif." *La différence entre sionistes de droite et de gauche se mesure au nombre de kilomètres accordés. Mais les deux groupes politiques refusent que les Palestiniens viennent travailler en Israël, sans égard pour les droits de la personne. D'une manière détournée, ils déclarent :* "Pour la sécurité de tous, nous ne voulons pas des Palestiniens en Israël. Pour la paix, nous devons nous séparer." *Mais cela vient d'une source, l'idée de pureté ethnique de l'État israélien.* »

Depuis la fin de l'été, Arna a été menacée à plusieurs reprises. La maison d'une des éducatrices, Nawal, qui nous avait offert l'hospitalité avec ses cinq enfants, a été saccagée. La création de nouveaux ateliers est compromise car Arna met en échec la haine et l'arbitraire. Les Israéliens et Israéliennes, juifs et arabes, venus d'Haïfa assister au spectacle des enfants illustrent l'entente qui existe entre deux peuples qui pourraient vivre côte à côte en l'absence de cette paranoïa sécuritaire dont les politiques usent et abusent pour ne pas confronter les contradictions inhérentes à la « démocratie » israélienne.

Cette expérience d'écoles populaires est-elle condamnée ? « *Toute notre énergie s'est portée sur la création de quelque chose qui n'existe pas.* », dit Juliano, le second fils d'Arna, « *C'est peut-être la solution pour la fin des guerres.* » Combien sont-ils à revendiquer leur indépendance des étiquettes nationales, ethniques ou religieuses et à déclarer : « *Pas de religion, pas d'identité, rien, un être humain, c'est tout : mon nom est Juliano.* » ?

Christiane Passevant

N.B. : Pour prendre contact avec *Care and Learning*, écrivez à : *In defense of Children under occupation Care and Learning*, PO Box 44 984, Haïfa. Téléphone : 19/972/04-521134 ou PO Box 83, Jénine. Fax : 19/972/06-503668.

NOUVEAUTÉ

« YOUGOSLAVIE : LE TERRORISME DES ETATS »

La Brochure anarchiste n° 7
PRIX : 20 F
(chèque à l'ordre de Publico)

ROCK & BLUES

Zoran and Friends

Par les temps qui courent, les musiciens qui jouent pour leur plaisir et celui de leurs spectateurs se font rares. Zoran et son groupe en font partie.

Zoran est un musicien qui fascine son public par sa façon de jouer de la guitare. Pour lui, la musique est avant tout un rythme intérieur. Guitariste professionnel dès l'âge de 14 ans, il tourne dans toute l'Europe avec le groupe Spiritual Man, puis monte son propre groupe, You Go, avec lequel il enregistre deux 45 tours en 1976 et 1977. En 1990, il forme Zoran and Friends. Actuellement, le groupe est composé, hormis Zoran à la guitare, de Merlin à la batterie, Bruno à la basse et Junior au chant. Ils reprennent de bons rocks de derrière les fagots, mais surtout des compositions de Jimi Hendrix qui ne sont pas de simples copies, mais des réinterprétations façon Zoran. S'il joue surtout du rock et du blues, il n'en apprécie pas moins les poètes tels que Léo Ferré, Brassens...

Vous pouvez aller écouter Zoran and Friends dans divers clubs de la capitale et de la région parisienne. En février, il sera le 19 et le 25 au Gambrinus (quartier des Halles) ; le 20 au New Pub à Conflans-Sainte-Honorine ; le 27 au New Moon (Pigalle) et le 28 au Baryton (puces de Clignancourt). Et au mois de mars, le 10 au Texas Coyote et le 28 au Baryton. Un mini CD devrait sortir courant février, il ne sera vendu que lors des concerts.

R.P.

Fête antimilitariste du Fulor Bro Dreg er avec les groupes Bad Alchemy & Witcherry Wild samedi 20 février salle du Rocher-Martin rue du Vieux-Séminaire Saint-Brieuc

RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM) SÉLECTION DE LA SEMAINE

- « Si vis pacem », jeudi 18 février, 18 h - 19 h : interview de Greg Payton, membre de *War Resisters*, section américaine de l'Internationale des résistants à la guerre.
- « Ligue des droits de l'homme », vendredi 19 février, 19 h - 21 h : le problème des minorités.
- « Rock Contact », vendredi 19 février, 22 h - 1 h : Jeff Dahl.
- « Chroniques syndicales », samedi 20 février, 12 h 30 - 13 h 30 : la *VO Impôts* répondra aux auditeurs.
- « Chroniques rebelles », samedi 20 février, 13 h 30 - 14 h 30 : dossier autour du dernier n° de *Noir et Rouge*.
- « Emission des Relations internationales de la FA », dimanche 21 février, 14 h - 16 h : l'île Maurice, île stratégique de la guerre du Golfe.
- « Blues en liberté », mercredi 23 février, 11 h 30 - 13 h : Luther Allison.

DEUX SIÈCLES D'HISTOIRE AVEC LES ANARCHISTES POUR ACTEURS

« Histoire de l'Espagne de 1814 à nos jours (le défi de la modernisation) »

Anne Dulphy - éditions Nathan

Vu l'importance de l'anarchisme et des anarchistes dans l'histoire récente de l'Espagne, il est intéressant de disposer d'un cadre global, autre que celui du *Que sais-je ?* de Vilar, trop vaste et trop marxiste-léniniste pour être honnête et vraiment utilisable pour les périodes de luttes sociales.

L'ouvrage d'Anne Dulphy ne cache pas le rôle des libertaires au XIXe et au XXe siècles, en dépit de la brièveté du livre et de la densité des évolutions socio-économiques. C'est déjà une qualité.

L'apparition de la IIe République et l'incapacité des centristes d'apporter des solutions immédiatement efficaces et réellement appliquées sont bien soulignées. Il en va de même pour le rôle des anarcho-syndicalistes. Cependant, la vision sous-jacente de l'auteur (millénarisme) est gênante et une erreur sur la naissance du trentisme montre des connaissances fragiles.

Les années 1934-1939 sont assez bien évoquées, malgré des erreurs communes à bien des auteurs : le POUM d'« obédience trotskiste » (alors que c'était un regroupement ponctuel de petits groupes marxistes-léninistes se supportant plus ou moins), des chiffres erronés sur le PC en 1936 (par rapport à l'histoire du PC lui-même), la présence de Tito en Espagne. En revanche, le soulèvement de 1934 aux Asturies n'est pas compris. Il s'agissait d'un bastion armé qui devait servir de monnaie d'échange (rendre les armes) avec le gouvernement (la droite aurait démissionné). La réalité a démontré les erreurs et les limites intellectuelles des socialistes. Sur un autre plan, les Asturies accentuèrent l'aspiration à un changement révolutionnaire autogéré et à une *Union des Frères Prolétaires* (UHP).

« La réalité a démontré les erreurs et les limites intellectuelles des socialistes. »

Quant aux grandes lignes de la guerre civile, elles sont complètement absentes. Il y avait quatre plans en opposition :

— l'armée, fer de lance de toutes les forces politiques et sociales de droite, dont les ordres dictés par Mola avant le coup d'Etat étaient d'appliquer la terreur préventivement pour briser les résistances, afin de conserver et renforcer les biens des « personnes honnêtes » ;

— les travailleurs des campagnes et des villes, avides de transformations sociales révolutionnaires, comme celles proposées par les anarcho-syndicalistes de la CNT-FAI, qui entraînaient même une partie des syndicalistes socialistes, et beaucoup de militants en dehors des partis politiques ;

— les partis politiques républicains et autonomistes basque et catalan, les notables du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), les deux PC (celui de Moscou et celui d'Espagne — POUM), y compris des notables de la CNT-FAI, qui — pour des raisons différentes — voulaient limiter les initiatives révolutionnaires des travailleurs et les efforts militaires, soit pour entamer des négociations, soit pour mieux se préparer pour attaquer ;

« Cette Espagne, ce terreau, est peu propice aux idées libertaires. »

— l'URSS, introduite en Espagne par le biais de la vente d'armes et l'envoi de spécialistes, et monopolisant ainsi dès 1936 l'aviation et les chars, cherchait à éviter une victoire républicaine rapide dans le but qu'une guerre entre l'Allemagne et la France et la Grande-Bretagne se déclenche. La tactique ayant échoué, dès fin 37, l'URSS gèle son aide pour préparer une entente avec l'Allemagne.

La période franquiste est claire. Deux ajouts auraient été souhaitables. D'abord, la persistance de la lutte anti-franquiste des anarcho-syndicalistes et les aléas du PC, selon l'évolution des rapports secrets de Franco avec l'URSS et ses colonies. Ensuite, dans l'apport de l'Opus Dei à la modernisation économique, il faut en souligner la conséquence : un capitalisme de façade, dont les multinationales sont le pilier, et impossible sans l'émigration vers les pays du Marché commun preneurs de main d'œuvre ; et également impossible sans le tourisme venant des pays du Mar-ché commun, en quête d'exotisme à bon marché.

Mon interprétation de la « transition » entre le franquisme et la démocratie est franchement différente de celle de l'auteur. Il s'agit du *maintien* du développement lancé par l'Opus Dei, avec ses avantages pour le patronat. Il est confirmé par le pacte de la Moncloa en octobre 1977 entre la droite, la gauche, les autonomistes (c'est-à-dire franquistes, communistes et socialistes) et par voie de conséquence le patronat et les deux syndicats-manipulateurs promotionnés par le nouveau régime. Ainsi, les journées de grève passent de 16,6 millions en 1977 à 5,1 millions en 1981, puis à une moyenne de 4 millions entre 1981 et 1991 (sauf 1988 avec 11,5 à cause d'*une* (!) journée de grève générale de pseudo-opposition syndicale).

Deux dérapages apparaissent dans cette évolution. Les militaires, après le pronunciamiento-putch du 23 février 1981, obtiennent de substantielles améliorations corporatives. Les autonomistes basques de l'ETA, après une lutte armée pour une indépendance de type socialiste, ont fini pas se diviser et semblent ne rechercher qu'une réinsertion politique en échange de la fin des attentats.

Le but essentiel de cette politique — rendre les riches plus riches et les exclus de la société plus marginalisés — est parfaitement réalisé. 1992 le prouve. La xénophobie atteint la cote maximum avec l'assassinat d'une latino-américaine. C'est aussi la « célébration de la conquête de l'Amérique » puisque la victime, Lucrecia Pérez, est tuée gratuitement, comme pendant la *conquista*. Et le jour de son enterrement, suivi par des milliers d'antiracistes, plusieurs bombages à Madrid infligent le slogan : « *Lucrecia jodete* » (Va te faire baiser).

Cette Espagne, ce terreau, est peu propice aux idées libertaires. Heureusement, l'étouffement social imposé par les forces politiques et syndicales majoritaires peut permettre des avancées pour les syndicats révolutionnaires minoritaires. C'est sans doute pour la même raison que les idées antimilitaristes et écologistes sont bien implantées.

Frank Mintz

(1) *Histoire de l'Espagne de 1814 à nos jours (le défi de la modernisation)*, Anne Dulphy, éditions Nathan, Paris, 1992, 127 pages. Prix : 49 F.

N. B. : Frank Mintz est l'auteur de *L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, éditions La Découverte. En vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 30 F (port non compris).

RÉÉDITION

CASSETTES RADIO LIBERTAIRE ENTRETIENS AVEC H. LABORIT

Réédition des cassettes de la série d'entretiens réalisés avec Henri Laborit : *Eloge à la fuite* ; *Copernic n'y a pas changé grand chose* ; *La colombe assassinée* ; *La nouvelle grille* ; *L'homme et la ville.*
Chaque cassette coûte 60 F. La série coûte 250 F.
En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75001 Paris (chèque à l'ordre de Publico).

RENDEZ-VOUS

SAINT-MARTIN D'HÈRES (ISÈRE)
Le groupe Jules-Vallès de Grenoble organise le vendredi 26 février à partir de 20 h, salle Ambroise-Croizat, à Saint-Martin-d'Hères, une nuit de la désertion pour conclure l'action de grève de six jours des objecteurs de conscience, se déroulant du 19 au 26 février.
La soirée se déroulera autour de trois temps forts : une conférence-débat avec André Bösiger, auteur de *Souvenirs d'un rebelle* et un objecteur-déserteur de la coordination « On arrête tout ! » ; une animation théâtre de la Compagnie estudiantine Arts Mêlés ; un concert de Désert Culturel.

PARUTIONS

PRESSE
***Infos et Analyses libertaires*, journal de l'Union régionale Sud-Ouest de la FA, vient de sortir. Au sommaire : la Somalie, la Yougoslavie, le sang contaminé, des débats tels que ceux sur la nation, l'écologie..., un historique de la fédération SUD-PTT, des nouvelles d'inculpés du droit d'asile, une biographie de James Guillaume, (anti-autoritaire de l'AIT).**
***Infos et Analyse libertaire* coûte 15 F (abonnement militant : 100 F et de soutien : 150 F, ajouter 15 F de port). CCP 3096L Montpellier.**
***Infos et Analyses libertaires*, BP 233, 66002 Perpignan cedex**

PRESSE
Le n° 96 (février 1993) de *Contre vents et marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, est paru. Son prix est de 5 F (abonnement : 50 F par an pour dix numéros, avec chèque à l'ordre de l'association « Contre-Courants »). A commander à « Contre-Courants », La ladrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

AGENDA ITALIEN 1993
L'agenda 1993 des Centres sociaux autogérés, *Dix ans d'autoproduction et de communication subversive en Italie* (format 21X15, 500 pages d'adresses et d'illustrations), est disponible auprès du CECL au prix de 55 F (port compris). Chèque à l'ordre de l'association.
CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

CARTE POSTALE (SOUTIEN *ML*)
Le groupe Région-toulonnaise a réédité en soutien au *Monde libertaire* la carte postale « Deux enfants s'embrassant + A cerclé » (noir et rouge). Les 30 exemplaires (minimum) : 50 F ; les 50 ex. : 85 F et les 100 ex. : 140 F (port compris). Chèque à l'ordre du CECL. A commander au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

TRACT
Le groupe Florès-Magón tient à disposition la maquette d'un tract intitulé *Aux travailleurs algériens (et aux autres...)*. Il s'agit de la réédition d'un texte paru le 25 janvier 1935 dans la revue *le Combat syndicaliste* et écrit par un « indigène algérien » (tel qu'il se dénommait), l'anarchiste Saïl Mohamed. Le texte, expurgé des quelques références liées à l'époque, reste très actuel puisqu'il s'agit d'un appel aux travailleurs immigrés, dénonçant le « *choléra islamique* » et les « *charlatans républicains, communistes, royalistes...* ». Ce tract peut également servir de maquette pour la réalisation d'une affiche A3.
Pour recevoir ce tract, envoyez une enveloppe affranchie à votre nom au groupe Florès-Magón, librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

PAR RAPPORT A L'EX-YOUGOSLAVIE

Lettre ouverte aux femmes dans le siècle

POURQUOI LES LARMES jaillissent-elles à l'improviste dans une salle surpeuplée d'hommes et de femmes qui viennent, là, écouter l'énième conférence sur la guerre ?
Pendant qu'une journaliste bosniaque parle du viol de deux jeunes filles de 14 et 16 ans, viols perpétrés un mois durant, les femmes serbes présentes s'insurgent, furieuses, nient les viols systématiques, nient l'existence des camps-bordels et se revendiquent de leurs sœurs serbes, tuées, violées par l'ennemi.

La salle, alors, se remplit de voix, d'altercations, et les images qui se gravent en moi sont celles de femmes qui se déchirent, cherchant à défendre leur « camp d'appartenance ». Et les larmes sourdent ; la violence est présente ici comme l'emblème de la violence qui se déchaîne sur cette terre, là-bas.

La guerre continue, par femmes interposées, jusque dans ces réunions.

Dans ces moments, les paroles sont inutiles. La rage, la douleur, la honte s'offrent en spectacle, rejouant en mineur les fractures opérées par les nationalismes, les séparations opérées au nom des intérêts géopolitiques, les contradictions existant chez les femmes qui avant d'être femmes ou parce qu'elles le sont, se sentent parties intégrantes d'autres communautés illusoires comme la patrie, la nation ou simplement sœurs, épouses de ces hommes mêmes qui sont aujourd'hui mis en accusation.

Le sexe n'est pas un lien de fait ; la solidarité ne se construit qu'en cherchant à s'attaquer au fondement même des rapports sociaux qui nous séparent, à (re)trouver ce qui un jour nous permettra de nous unir, réconciliant la totalité du vivant, réconciliées dans la totalité du vivant.

« Le sexe n'est pas un lien de fait ; la solidarité ne se construit qu'en cherchant à s'attaquer au fondement même des rapports sociaux qui nous séparent. »

Ces femmes violées, torturées, enfermées dans les camps-bordels, contraintes à ne pas avorter quand elle le veulent du fruit du viol, sont deux fois butin de guerre : d'une guerre ouverte qui se déroule là-bas dans les rues, dans les villages, dans les villes et d'une guerre politique, stratégique, qui les utilise comme des pièces sur un échiquier, ici en Europe.

Ces corps qui portent et porteront longtemps les traces de ces blessures physiques et psychiques, ces femmes anonymes qui errent dans les villes sans lieu où aller, sont présents parmi nous, perdus ici aussi où l'on parle d'eux comme pour couvrir le silence des impuissances.

L'on parle au nom des femmes musulmanes, serbes, croates ; l'on parle de tribunaux, de crimes, de prudence, d'humilité, mais jamais de luttes possibles, complices.

L'on parle d'organisations humanitaires, de représentants reconnus, d'armées, d'interventions militaires. On désigne l'ennemi ; il faudrait punir chaque violeur...

Et la tête tourne. L'histoire, notre histoire, semble s'être envolée ; dans les discours nous nous sommes oubliées, nous comme femmes dans nos luttes, dans nos critiques de ce monde, de ses rapports de domination.

Si dans le viol, il y a bien sûr une responsabilité individuelle, que faisons-nous de la responsabilité des rapports de sexes contre lesquels nous nous sommes battues ?

Que faisons-nous de la délégation quotidienne de nos vies à l'Etat, aux hommes et femmes du pouvoir, aux gestionnaires de l'ordinaire ? Où sommes-nous quand se prépare la guerre ? Quand on bombarde des populations civiles au nom d'une guerre démocratique et propre, avec des armes que nous avons contribué à fabriquer ? Où sommes-nous quand, au nom de l'humanité, ce sont des expéditions militaires que l'on prépare ? Où sommes-nous quand se construisent des centrales nucléaires, quand se perfectionnent au nom du progrès et de la science les moyens de destruction de la planète ? Où sommes-nous quand nous nous « insurgeons » contre les viols et les tortures des femmes dans l'ex-Yougoslavie ?

Il est vain de crier avec les loups contre la barbarie si nous tolérons les racines de la barbarie.

Une réfractaire

Deux réunions anti-électoralistes à Rennes à l'initiative du groupe FA

Mardi 9 mars
Maison de quartier de Villejean
9, avenue Winston-Churchill
20 h 30

Mercredi 17 mars
Maison du Champ-de-Mars
6, cours des Alliés
20 h 30

Distribuez-vous des chèques en blanc ?

AGIR AU LIEU D'ÉLIRE

Le dessin de la semaine

Sondages : écologistes en hausse, PS en baisse.

RENDEZ-VOUS

TOURNÉE « BONAVENTURE » EN BRETAGNE

Thyde Rosell, animatrice du projet scolaire « Bonaventure » d'Oléron fait une tournée de conférences-débats sur le thème : « L'Education libertaire aujourd'hui !/ "Bonaventure", une école libertaire, pourquoi, comment ? », elle sera présente en Bretagne :

NANTES
A l'initiative du groupe Milly-Witkop, mardi 23 février, 20 h 45, à la Manufacture des Tabacs, 10 bis, boulevard Stalingrad.

Le Bulletin du CDA
(Centre de documentation anarchiste)
édité par le Secrétariat d'histoire et d'archives de la Fédération anarchiste est en vente au prix de 30 F à la librairie du Monde Libertaire
(chèque à l'ordre de Publico)

NOUVEAUTÉ
« Tu es anarchiste »
ERNESTAN
Biographie d'Ernestan par Hem Day
« VOLONTÉ ANARCHISTE » n° 42
Prix : 25 F (+ 4 F de port)
En vente à la librairie du Monde Libertaire
(chèque à l'ordre de Publico)
ou à ASH, 34 avenue Jean-Moulin, 92160 Antony
(chèque à l'ordre de l'association)

SOMMAIRE

PAGE 1 : Le rejet du système (suite de la « une »), Care and Learning (suite de la « une »), Editorial : La cruche à scandales.
PAGE 2 : Conflits, guerres, nationalisme, religion, ethnies... des éclaircissements (suite p. 3).
PAGE 3 : Conflits, guerres, nationalisme, religion, ethnies... des éclaircissements (suite de la page 2), Le rejet du système (suite de la « une »), Les objecteurs en grève, Infos FA.
PAGE 4 : Chronique d'une mort annoncée (n°2), Nom de Dieu ! (brèves anticléricales), « Ni Dieu ni maître... ni nationalistes ! », Souscription ML.
PAGE 5 : Une lourde deuxième couche, Nouvelles du front, Associations.
PAGE 6 : Care and Learning (suite de la « une »).
PAGE 7 : « Histoire de l'Espagne... » d'Anne Dulphy, Zoran and Friends, Sélection RL.
PAGE 8 : Lettre ouverte aux femmes dans le siècle, Le dessin de la semaine, Infos FA.